



AFP - La crise politique en Allemagne, sérieux coup de frein pour les réformes de l'UE

Bruxelles (Belgique) - 20 novembre 2017 15:40 - AFP (Marine LAOUCHEZ) / PAPIER D'ANGLE - PREV

La crise politique en Allemagne après l'échec des négociations de coalition prive l'Union européenne de l'un de ses principaux moteurs et devrait donner un sérieux coup de frein aux grandes réformes attendues, laissant le président français Emmanuel Macron esseulé pour promouvoir ses projets.

"Une très mauvaise nouvelle pour l'Europe": la plupart des observateurs étaient au diapason lundi matin. La chancelière allemande Angela Merkel, considérée comme l'un des piliers inamovibles de l'UE, est ébranlée par le séisme du week-end et la possibilité de nouvelles législatives.

"Merkel sort de ces élections affaiblie, laissant un vide à la tête de l'Europe au moment même où l'UE commençait à recouvrer des perspectives positives", note Olaf Böhnke, analyste pour Rasmussen Global.

A Bruxelles, quelques heures après l'annonce de l'échec des négociations de coalition qui laisse l'Allemagne sans majorité pour être gouvernée, un haut diplomate européen affirmait "ne pas encore être excessivement inquiet". "Il faut voir", a-t-il dit à l'AFP.

Mais pour Dominik Grillmayer, expert à l'Institut Franco-Allemand de Ludwigsburg (Allemagne), "personne ne peut combler le vide de Merkel".

Un problème pour le président français Emmanuel Macron, qui a sur son agenda une longue liste de réformes à porter au niveau de l'UE.

"Macron a besoin de Merkel, il ne peut pas s'orchestrer comme l'homme fort de l'Europe à la place de la chancelière", juge M. Grillmayer.

Lundi matin, l'Elysée souhaitait "pour l'Allemagne et pour l'Europe" que son "principal partenaire soit stable et fort, pour avancer ensemble".

Un même vœu exprimé par la Commission européenne, qui malgré les difficultés rencontrées estime que "continuité et stabilité" seront assurées à Berlin.

"Au-delà de la crise allemande, il y a un problème pour la France d'avoir en face d'elle des partenaires opérationnels pour avancer", relève Sébastien Maillard, directeur de l'Institut Jacques Delors.

- Retard à l'allumage -

En Espagne, la crise catalane n'est pas finie, l'Italie se prépare à des élections au printemps, les partenaires d'Europe de l'Est sont "incertains", sans parler des Britanniques sur le départ, énumère l'analyste.

Alors même que l'UE espérait voir son horizon dégagé après les élections françaises du printemps et allemande à la rentrée, une "fenêtre de tir" avant que ne soit lancée la campagne pour les élections européennes de 2019.

"Sur les trois grands sujets que sont la défense, l'Union économique et monétaire et la crise migratoire on ne peut pas avancer sans avoir un moteur franco-allemand en état de marche. Et là il y a un gros retard à l'allumage qui n'était pas anticipé", souligne Sébastien Maillard.

L'avenir de la zone euro et de l'Union bancaire, actuellement en grande discussion, ne peut par exemple pas être pensé sans l'Allemagne, toujours réticente à partager le risque bancaire avec les pays du sud de l'Europe aux institutions financières fragiles.

"L'Allemagne est un pays qui a beaucoup d'influence dans l'UE. S'ils n'ont pas de gouvernement et donc pas de mandat (pour négocier, ndlr), cela va être dur de prendre des décisions difficiles", a résumé le chef de la diplomatie néerlandaise, Halbe Zijlstra, à Bruxelles lundi pour une réunion ministérielle.

Pour Ian Bond, spécialiste de politique étrangère pour centre d'analyses européen Centre for European Reform (CER), l'absence de gouvernement sera "un obstacle dans de nombreux domaines de politique européenne, y compris dans les préparations pour les discussions commerciales" qui suivront le divorce entre le Royaume-Uni et l'UE.

"Peut-être que les Anglais voudront exploiter politiquement cette faiblesse. Mais les Allemands sont parmi les premiers irrités par l'idée du Brexit et les plus fermes", observe de son côté Sébastien Maillard, précisant que pour le coup, le sujet ne fait pas division parmi les postulants à la coalition gouvernementale.